

		Sources	Réalisée	Altérée	En cours	Annoncé	En retard	Reportée	Abandonnée	Suivi
<b>TOTAL 138 mesures (dont 6 "non-abordées")</b>			<b>75</b>	<b>5</b>	<b>24</b>	<b>11</b>	<b>14</b>	<b>0</b>	<b>3</b>	
<b>H - ENTREPRISES</b>										
<b>&gt; Objectif 1 - Adopter de nouvelles règles de gouvernance et de transparence dans les entreprises</b>										
1	Envisager de modifier la répartition actuelle des stock-options pour qu'ils ne soient pas réservés à un petit groupe de cadres dirigeants	Promesse								03/10/08 - Loi n°2008-1258 en faveur des revenus du travail promulguée
2	Rendre obligatoire la consultation du CE quand une aide publique est attribuée à une entreprises, qu'il s'agisse d'une aide de l'Etat, de l'Union européenne ou d'une collectivité locale	Annonce								18/02/09 - N. Sarkozy présente les mesures issues du sommet social. 31/03/09 - Décret n°2009-349 relatif à l'information et à la consultation du comité d'entreprise sur les interventions publiques directes en faveur de l'entreprise
3	Demander à ce que les établissement de crédit qui bénéficie de la garantie de l'Etat respecte le Code de bonne conduite mise ne place par le MEDEF et l'AFEP	Annonce								14/10/08 - Les Banques s'engagent à adopter sans délai le code de bonne conduite Afep/Medef sur la rémunération des dirigeants. 30/03/09 - Signature d'un avenant entre l'Etat et les banques portant sur les rémunérations des mandataires sociaux
4	Taxer à hauteur de 50% les bonus versés aux opérateurs de marché dépassant le seuil de 27 500 euros en 2010	Annonce								31/12/09 - Loi n°2009-1674 de finances rectificative pour 2009
5	Confirmer dans le droit français les règles adoptées lors du G20 de Pittsburgh relatives à la gouvernance, la transparence et l'encadrement des rémunérations des opérateurs de marché	Annonce								01/10/09 - Communiqué faisant suite à la rencontre entre le Président de la République et les dirigeants des principales banques françaises. 05/11/09 - Arrêté relatif aux rémunérations de spersonnels dont les activités sont susceptibles d'avoir une incidence sur l'exposition aux risques des établissements de crédit et entreprises d'investissement
6	Interdire les bonus, la distribution d'actions gratuites ou de stock-options et les parachutes dorés dans une entreprise qui reçoit une aide de l'Etat ou qui recoure massivement au chômage partiel ou qui met en place un plan social d'ampleur	Annonce								31/03/09 - Décret n°2009-348 relatif aux conditions de rémunération des dirigeants des entreprises aidées pour l'Etat ou bénéficiant du soutien de l'Etat du fait de la crise économique et des responsables des entreprises publiques. Les bonus sont autorisés pour une année en fonction de critères de performances quantitatifs et qualitatifs
7	Subordonner l'octroi d'un parachute dorée à l'appréciation des performances du bénéficiaire	Annonce								21/08/2007 - Loi n°2007-1223 en faveur de l'emploi, du travail et du pouvoir d'achat promulguée. Aucun critère de performance n'est défini, ils sont appréciés au regard de celles de la société dont il préside le conseil d'administration ou exerce la direction générale ou la direction générale déléguée
8	Faire en sorte que la rémunération des grands patrons soit assumée devant les salariés, les actionnaires et soit publiquement approuvée pour chacun d'entre eux par l'assemblée générale des actionnaires et publiée nominativement dans les rapports annuels, de même pour les primes exceptionnelles, les parachutes et les retraites chapeau	Promesse								06/10/08 - Présentation du code de "bonne conduite" du MEDEF qui sera retranscrit dans une loi s'il n'est pas appliqué avant la fin 2008 par toutes les entreprises cotées en bourse mais le premier état des lieux du code de bonne conduite serait fait en juillet 2009
9	Mieux prévenir les risque financiers et systémiques en terme de régulation bancaire et mieux coordonner l'action de la France dans les instances européennes et internationales	Annonce								16/12/09 - Présentation d'un projet de loi de régulation financière et bancaire par C. Lagarde en Conseil des ministres, qui prévoit notamment la création d'un Conseil de la régulation financière et du risque systémique et l'adoption de mesures d'urgence pour restreindre les négociations sur les marchés financiers en cas de crise
10	Moraliser le capitalisme et renforcer le capitalisme familial et les entrepreneurs	Promesse								05/08/08 - Loi n°2008-776 de modernisation de l'économie promulguée. 04/09/09 - Décret n°2009-1087 relatif aux obligations de vigilance et de déclaration pour la prévention de l'utilisation du système financier aux fins de blanchissement de capitaux et de financement du terrorisme. 07/10/09 - F.Fillon annonce la transposition dans le droit français des dispositions adoptées au sommet du G20 de Pittsburgh. 15/04/10 - Aucune nouvelle initiative n'a été prise à ce jour
11	Imposer que les conseils d'administration des entreprises publiques soient composés d'au moins 50% de femmes	Promesse								04/03/09 - Mission confiée à l'Igas pour formuler des propositions pour la mise en œuvre de l'égalité de rémunération et la représentation équilibrée dans les instances de gouvernance des entreprises. 08/07/09 - Remise du rapport préparatoire à la concertation avec les partenaires sociaux sur l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes. 15/04/10 - Aucune nouvelle initiative n'a été prise à ce jour
12	Demander aux partenaires sociaux de négocier sur la gouvernance d'entreprise, notamment sur la place des représentants des salariés aux seins de celles-ci, afin que les organisations syndicales soient associées aux opérations de restructuration des entreprises et plus largement à la stratégie économiques des entreprises et d'offrir une plus grande sécurité juridique aux entreprises sur ces questions	Annonce								18/02/09 - N.Sarkozy annoncent les mesures issues du sommet social. 15/04/10 - Aucune nouvelle initiative n'a été prise à ce jour
13	Encourager les partenaires sociaux à discuter du partage de la valeur ajoutée. Faute d'accord, le gouvernement légifèrera	Annonce								14/05/09 - Remise du rapport de J-P. Cotis sur le partage de la valeur ajoutée au Président qui invite les partenaires sociaux à discuter et se mettre d'accord avant le 15/07/09. 15/07/09 - Les propositions des partenaires sociaux sont transmises en ordre dispersé, aucun accord n'a été obtenu. 15/04/10 - Aucune nouvelle initiative n'a été prise à ce jour
14	Demander que les mandataires sociaux des entreprises renoncent à leurs rémunérations variables lorsque leurs entreprises recourent massivement à du chômage partiel ou décident d'un licenciement économique d'ampleur	Annonce								17/03/09 - C. Lagarde et B. Hortefeux invitent L. Parisot et J-M. Folz à leur soumettre, d'ici le 31 mars prochain, des propositions opérationnelles afin que ces nouvelles orientations deviennent réalité. 15/04/10 - Aucune nouvelle initiative n'a été prise à ce jour

	Sources	Réalisée	Altérée	En cours	Annoncée	En retard	Reportée	Abandonnée	Suivi
15	Faire voter une loi qui interdira la pratique des parachutes dorés								21/08/07 - Loi TEPA n°2007-1223 promulguée. Elle inclut l'encadrement des parachutes dorés mais pas leur interdiction. 06/10/08 - Présentation du "code de bonne conduite" du MEDEF
16	Réexaminer le régime complet de responsabilité des dirigeants d'entreprises et identifier les changements nécessaires grâce à une commission composée de juristes, d'économistes, de représentants des salariés et de chefs d'entreprises								
17	Faire rembourser les aides publiques de l'entreprise qui délocalisera								
18	Punir celui qui déménage son usine la nuit, ou qui vide la caisse pour n'avoir à payer ni les salaires ni les indemnités de licenciement								
<b>&gt; Objectif 2 - Soutenir et pérenniser le financement des entreprises</b>									
19	Doter la France d'un fonds stratégique d'investissement national								19/12/08 - Le Fonds stratégique d'investissement tient son premier conseil d'administration
20	Eviter l'inscription du privilège du Trésor et dispenser des majorations de retard les employeurs qui respectent leur plan d'apurement								31/12/08 - Loi n°2008-1443 du 30 décembre 2008 de finances rectificative pour 2008 promulguée. 23/03/09 - Circulaire N°DSS/5C/2009/83 du 23 mars 2009 relative au traitement des demandes de paiement
21	Mettre en place le Médiateur du crédit, qui sera chargé du crédit et de l'assurance-crédit au service des entreprises connaissant des difficultés de financement et un tiers de confiance de la Médiation pour toute entreprise en difficultés avant de saisir le Médiateur du crédit								23/10/08 - René Ricol est nommé médiateur du crédit. 27/11/08 - Annonce du dispositif sur l'assurance-crédit. 23/01/09 - Signature de la charte du tiers de confiance de la médiation entre H. Novelli, R. Ricol, le MEDEF, la CGPME, l'UPA, l'ACFCI et de l'APCM
22	Demander aux assureurs-crédits et aux fédérations d'entreprises de prendre des engagements en matière de niveau de couverture et de renforcement de la transparence du marché et mettre en place un Complément d'assurance-crédit								27/11/08 - Présentation de l'engagement pris entre C. Lagarde, les principaux assureurs crédit opérant en France, la FFSA, le MEDEF, la CGPME, le Médiateur du crédit, l'ACFCI, la CCIP, et Caisse centrale de réassurance. 08/12/08 - Mise en place du dispositif sur le Complément d'assurance-crédit
23	Augmenter d'un demi point les coefficients d'amortissement dégressif actuels et étendre l'amortissement dégressif destinée aux entreprises industrielles aux entreprises commerciales possédant des immobilisations de type industriel								31/12/08 - Loi n° 2008-1443 de finances rectificative pour 2008 promulguée
24	Renforcer le soutien aux investissements des entreprises à travers le cofinancement (capacité d'Oséo portée à 2 milliards d'euros) et la garantie des prêts bancaires (2 milliards supplémentaires)								21/10/08 - C. Lagarde présente les mesures opérationnelles du plan de soutien de financement des PME
25	Renforcer le soutien à la trésorerie des entreprises en consolidant le fonds de renforcement de la trésorerie des PME (2 milliards d'euros), le fonds Lignes de crédit confirmé PME (2 milliards) et le fonds Garantie Entreprise de Taille Intermédiaire (1 milliard) d'Oséo								02/03/09 - Première garantie Oséo accordée à une entreprise de taille intermédiaire. 05/04/09 - Bilan des activités d'Oséo
26	Mobiliser 17 milliards d'euros en provenance des livrets réglementés, laissés à la disposition des banques et affectés au financement des PME								21/10/08 - Signature avec la Fédération bancaire française de la convention sur l'utilisation des excédents d'épargne réglementée au profit des PME et des ETI
27	Mettre en place dans chaque région un dispositif "Parrain PME", un suivi départemental sur le crédit aux PME, et nommer des ambassadeurs de la relance								04/10/08 - Circulaire du Premier Ministre relative à l'organisation du suivi au niveau territorial du financement de l'économie. 15/10/08 - Mise en place du dispositif "Parrain PME". 23/02/09 - Nomination de 7 ambassadeurs de la relance
28	Encourager l'installation en France de cadres étrangers de haut niveau								05/08/08 - Loi n° 2008-776 de modernisation de l'économie promulguée
29	Mobiliser les acteurs publics et privés du capital investissement pour le financement en fonds propres des entreprises à potentiel de croissance et d'emploi en médiation								06/04/09 - Accord entre la CDC, Oséo, le FSI, la FBF, la FFSA, l'AFIC, IFGF et à laquelle se joindront individuellement les structures de financement et d'investissement

	Sources	Réalisée	Altérée	En cours	Annoncée	En retard	Reportée	Abandonnée	Suivi
30	Faciliter l'octroi de délais de paiement par les différents organismes de recouvrement social								23/03/09 - Circulaire N°DSS/5C/2009/83 du 23 mars 2009 relative au traitement des demandes de paiement. 24/03/09 - Signature d'une convention entre les différents organismes de recouvrement social, l'Acoss, Pôle emploi et l'Unedic, l'Agirc et l'Arcco
31	Mettre en place un fonds de sécurisation du crédit inter-entreprise pour garantir jusqu'à la fin 2009 les crédits inter-entreprises des entreprises qui perdent la totalité de leur couverture d'assurance-crédit								22/04/09 - Loi n° 2009-431 de finances rectificative pour 2009 (2) promulguée. 13/05/09 - Décret n°2009-527 portant modalités d'application de l'article 21 de la loi n° 2009-431 de finances rectificative pour 2009 instituant le Fonds de sécurisation du crédit interentreprises
32	Donner un avantage fiscal aux entreprises qui rachètent leurs titres de créance de manière anticipée avant le 31 décembre 2010								22/04/09 - Loi n° 2009-431 de finances rectificative pour 2009
33	Mettre à disposition des entreprises, via oséo, un milliard d'euros sous la formes de prêts participatifs sans garantie, de longue durée et à remboursement différé								05/10/2009 - N. Sarkozy annonce un nouveau plan pour aider les entreprises face à la crise. 01/11/09 - Ces nouveaux prêts sont disponibles
34	Créer un fonds de consolidation des entreprises doté de 200 millions d'euros pour les entreprises compétitives là où les financements classiques ne sont plus accessibles								01/10/09 - F. Fillon annonce la dotation de 200 millions d'euros pour le fonds de consolidation
35	Réduire les délais de paiement entre entreprises mais accorder des dérogations relatives aux délais de paiements pour les secteurs en difficulté								05/08/08 - Loi n° 2008-776 de modernisation de l'économie promulguée. 09/12/08 - Accord dans la filière des produits, bois, matériaux et services pour la construction et la décoration - secteurs du bâtiment et des travaux publics. 23/02/09 - Accord dans les secteurs du jouet, du bricolage et de l'horlogerie-bijouterie. 08/01/10 - Remise du rapport de J.P.Betbeze sur les délais de paiement du secteur public local
36	Payer en intégralité les sommes dues par le ministère de la Défense aux PME pour un coût de 500 millions d'euros en 2009								05/02/09 - Loi n° 2009-122 de finances rectificative pour 2009. Cette mesure sera financée par une autorisation de consommation de reports de crédits d'un montant de 500 millions d'euros
37	Etendre le périmètre des zones "Aides à Finalité Régionales" (AFR)								22/12/09 - Décret n° 2008-1415 modifiant le décret n° 2007-732 du 7 mai 2007 relatif aux zones d'aide à finalité régionale et aux zones d'aide à l'investissement des petites et moyennes entreprises
38	Créer une prime à la relocalisation sous la forme de 200 millions d'euros d'avances remboursables financées par l'emprunt national								04/03/10 - Allocution de N. Sarkozy Etats généraux de l'industrie. 24/03/10 - C. Estrosi lance le programme TIC et PME 2015 et des projets de relocalisation dotés d'un budget de 300 millions d'euros
39	Créer un nouveau cadre fiscal qui encourage l'épargne à s'orienter vers le financement en fonds propre des entreprises								04/03/10 - Allocution N.Sarkozy Etats généraux de l'industrie

### > Objectif 3 - Favoriser la création et la transmission d'entreprises

40	Créer un statut de l'auto-entrepreneur								05/08/08 - Loi n° 2008-776 de modernisation de l'économie promulguée
41	Développer le régime de l'auto-entrepreneur en y faisant accéder les professions libérales et en étendant aux auto-entrepreneurs les aides attribuées aux demandeurs d'emploi créant ou reprenant une entreprise								03/02/09 - Décret n° 2009-120. Disposition applicable au 19/02/09. 18/02/09 - Loi n°2009-179 pour l'accélération des programmes de construction et d'investissement publics et privés. 22/02/10 - H.Novelli annonce de nouvelles actions pour accompagner les auto-entrepreneurs
42	Prévenir les défaillances d'entreprises et faciliter le "rebond", notamment en faisant de la sauvegarde une procédure plus attractives								05/08/08 - Loi n° 2008-776 de modernisation de l'économie promulguée. 19/12/08 - Ordonnance n° 2008-1345 portant réforme du droit des entreprises en difficulté
43	Etendre les possibilités reconnues aux associations de microcrédit, notamment en leur permettant de prêter aux créateurs de très petites entreprises								05/08/08 - Loi n° 2008-776 de modernisation de l'économie promulguée
44	Permettre la réinsertion par la création d'entreprise en réformant les incapacités commerciales								05/08/08 - Loi n° 2008-776 de modernisation de l'économie promulguée

	Sources	Réalisée	Altérée	En cours	Annoncé e	En retard	Repor- tée	Abandon née	Suivi
45	Inciter à la création de sociétés en mettant en place un nouveau dispositif permettant aux sociétés de capitaux (SA, sociétés en commandite par actions, SARL, sociétés coopératives, etc.) créées depuis moins de 5 ans d'opter pour le régime fiscal des sociétés de personnes								05/08/08 - Loi n° 2008-776 de modernisation de l'économie promulguée
46	Instaurer des droits de mutations plus avantageux pour inciter à la reprise et à la transmission d'entreprises								05/08/08 - Loi n° 2008-776 de modernisation de l'économie promulguée
47	Porter le plafond du Contrat de Développement Transmission de 240 000 à 400 000 €								09/10/08 - H. Novelli présente le programme transmission d'entreprises
48	Protéger le patrimoine personnel des entrepreneurs individuels								05/08/08 - Loi n° 2008-776 de modernisation de l'économie promulguée. 27/01/2010 - H. Novelli présente un projet de loi relatif à l'entrepreneur individuel à responsabilité limitée. 18/02/10 - Loi relative à l'entrepreneur individuel à responsabilité limitée adoptée par l'assemblée nationale. 06/04/10 - Loi relative à l'entrepreneur individuel à responsabilité limitée adoptée par le sénat
49	Réformer les outils d'aide et d'accompagnement à la création ou à la reprise d'entreprises notamment pour les chômeurs et les titulaires de minima sociaux								01/01/09 - Le nouvel accompagnement pour la création ou la reprise d'entreprise (NACRE) entre en vigueur. 17/02/09 - Signature d'un protocole d'accord relatif au rôle des experts-comptables dans la réforme de l'accompagnement des demandeurs d'emploi créateurs d'entreprise (Nacre)
50	Soutenir les projets à buts non lucratifs autant que les projets à buts lucratifs, créer des écoles de projets, développer le microcrédit pour financer les micros projets								06/09/07 - Partenariat ANPE et ADIE avec le dispositif CréaJeunes pour les jeunes issus des quartiers. 05/08/08 - Loi n°2008-776 de modernisation de l'économie promulguée, elle favorise l'usage du microcrédit pour la création de très petites entreprises. 16/03/10 - C.Lagarde annonce de nouvelles mesures pour favoriser le développement du micro-crédit personnel et professionnel
51	Créer le statut d'entreprise individuelle à responsabilité limitée permettant aux entrepreneurs de protéger leurs biens personnels en cas d'échec								27/01/2010 - H. Novelli présente un projet de loi relatif à l'entrepreneur individuel à responsabilité limitée. 18/02/10 - Loi relative à l'entrepreneur individuel à responsabilité limitée adoptée par l'assemblée nationale. 06/04/10 - Loi relative à l'entrepreneur individuel à responsabilité limitée adoptée par le sénat
52	Augmenter le nombre d'entreprises de taille intermédiaire								13/10/09 - F. Fillon confie à une mission à B. Retailleau destinée à identifier les mesures qui permettraient d'augmenter le nombre des entreprises de taille intermédiaire (ETI) en France et d'accroître leur contribution à la réindustrialisation du pays. 10/03/10 - Communication en Conseil des ministres sur les nouvelles mesures à mettre en oeuvre afin d'augmenter le nombre d'ETI sur la base du rapport du sénateur B.Retailleau
53	Simplifier la procédure de création d'une entreprise								02/04/10 - F. Fillon annonce le lancement d'un portail internet unique www.guichet-entreprises.fr permettant de réaliser en ligne l'ensemble des démarches de création d'activités
54	Encourager l'entrepreneuriat féminin								16/11/07 - H. Novelli présente le premier plan de soutien à l'entrepreneuriat féminin. 11/03/08 - H. Novelli présente une deuxième série de mesure. 08/03/10 - Bilan du fonds de garantie destiné aux femmes
55	Instaurer une garantie de l'État pour les prêts à taux zéro pour les jeunes qui ont un projet professionnel ou qui veulent se former								06/09/07 - Partenariat ANPE et ADIE avec le dispositif CréaJeunes pour les jeunes issus des quartiers. 15/04/10 - Aucune nouvelle initiative n'a été prise à ce jour
56	Exonérer de charges sociales et fiscales, dans une limite à définir, les revenus tirés d'une activité numérique personnelle, créer un statut simplifié de micro-entreprise numérique								20/10/08 - E. Besson présente le Plan de développement de l'économie numérique "France 2012". Il s'appuie sur le statut d'auto-entrepreneur mais ne prévoit pas de créer le statut de micro-entreprise numérique
57	Créer un capital risque public, des prêts à taux zéro, un système de cautionnement public pour tous ceux qui ont des projets								
<b>&gt; Objectif 4 - Créer les meilleures conditions du développement des entreprises, notamment des PME</b>									
58	Donner à l'État les moyens de prendre des participations temporaires dans des entreprises stratégiques lorsqu'elles ont besoin de financements supplémentaires								19/12/08 - Première réunion du Conseil d'administration du Fonds stratégique d'Investissement
59	Introduire la possibilité pour ceux qui sont assujettis à l'ISF de déduire de cet impôt par exemple jusqu'à 50 000 euros à condition de l'investir dans les PME								21/08/2007 - Loi n°2007-1223 en faveur de l'emploi, du travail et du pouvoir d'achat promulguée

	Sources	Réalisée	Altérée	En cours	Annoncée	En retard	Reportée	Abandonnée	Suivi
60	Délivrer une information personnalisée et opposable à l'administration sur les prélèvements sociaux des PME : le rescrit social	Annonce							05/08/08 - Loi n° 2008-776 de modernisation de l'économie promulguée
61	Renforcer le rôle de la Caisse des dépôts et consignations en faveur du développement des entreprises et moderniser sa gouvernance	Annonce							05/08/08 - Loi n° 2008-776 de modernisation de l'économie promulguée
62	Permettre la création des "fonds de dotation" et créer un Comité stratégique des fonds de dotation pour suivre et favoriser le développement de ces fonds	Annonce							05/08/08 - Loi n° 2008-776 de modernisation de l'économie promulguée. 13/09/01 - Première réunion du comité stratégique des fonds de dotation
63	Demander aux banques de s'engager pour le financement de 7 milliards d'euros de contrats à l'exportation en contrepartie du soutien public dont elles bénéficient	Annonce							15/04/09 - Conventions signés avec BNP-Paribas, Calyon, la Société Générale et Natixis
64	Renforcer l'efficacité et la lisibilité du système public de soutien à l'exportation des entreprises françaises et le dispositif de parrainage des PME exportatrices par les grands groupes	Annonce							23/08/08 - Signature d'une convention de partenariat entre UBIFRANCE, la DGTPE, l'ACFCI et UCCIFE. 09/01/09 - Signature de la convention de partenariat entre Ubifrance et la DGCI. 04/03/09 - A.M. Idrac lance "Partenariat France" la nouvelle organisation de portage des PME
65	Augmenter les fonds propres de la SIAGI (Société de caution mutuelle de l'artisanat et des activités de proximité) et améliorer sa coopération avec Oséo pour qu'elle puisse améliorer le financement des entreprises artisanales et de proximité et poursuivre la croissance de son activité et participer à l'effort de relance	Annonce							24/03/09 - Signature d'une convention entre Oséo et la SIAGI relative au renforcement de leur coopération. 26/03/09 - Signature d'une nouvelle convention pour renforcer leur collaboration et mieux répondre aux besoins de financement des entreprises artisanales et de proximité
66	Suspendre pendant deux ans tous les seuils réglementaires qui empêchent les PME d'embaucher	Promesse							05/08/08 - Loi n°2008-776 de modernisation de l'économie promulguée. Elle prévoit une expérimentation jusqu'à fin 2010
67	Mettre en place un nouvel indice de révision des loyers des entreprises pour éviter les trop fortes variations annuelles et moderniser le régime des baux commerciaux	Annonce							05/08/08 - Loi n° 2008-776 de modernisation de l'économie promulguée
68	Créer une forum mettre en relations entrepreneurs et investisseurs	Annonce							02/12/08 - Lancement de "France Investissement- le club"
69	Favoriser le développement des investisseurs providentiels (business angels), à travers des labellisations des réseaux et la formation	Annonce							16/01/08 - Communication en Conseil des ministres sur la politique en faveur de la croissance des PME. 01/01/09 - En 2008, 61 réseaux étaient fédérés par France Angels contre 57 en 2007
70	Assigner des objectifs de performance à Ubifrance	Annonce							01/10/08 - Signature de la Convention triennale d'objectifs et de moyens entre l'État et Ubifrance
71	Simplifier le droit des sociétés applicable aux PME	Annonce							05/08/08 - Loi n° 2008-776 de modernisation de l'économie promulguée
72	Aider les entreprises de moins de 10 salariés pour toutes nouvelles embauches à hauteur de l'intégralité des charges patronales au niveau du Smic. Cette aide sera dégressive avec le salaire et versé chaque trimestre à partir du 1er janvier 2009 et jusqu'au 30 juin 2010	Annonce							20/12/08 - Décret n°2008-1357 instituant une aide à l'embauche pour les très petites entreprises. 24/09/09 - L. Wauquiez annonce la prolongation de la mesure. 06/01/10 - Le gouvernement créé le "dispositif zéro charges" dans le cadre du Plan de relance pour permettre aux TPE de maintenir leurs embauches
73	Mettre en œuvre une politique volontariste de soutien à l'internationalisation des PME notamment en faisant d'Ubifrance l'agence française internationale de développement des entreprises à l'exportation et en dématérialisant les procédures à l'export pour les PME	Annonce							07/02/08 - H. Novelli présente 10 mesures immédiates pour soutenir les entreprises françaises dans leur démarche d'exportation. 05/08/08 - Loi n° 2008-776 de modernisation de l'économie promulguée. 03/10/08 - Premier comité pour le pilotage interministériel de la dématérialisation. 25/01/10 - Etats généraux de l'industrie
74	Engager une vaste politique de simplification des normes applicables aux PME, avec pour objectif : la limitation très stricte du temps nécessaire aux renseignements des formulaires, la simplification effective de la feuille de paye des salariés français, la réorganisation de l'ensemble des relations entre l'État et les entreprises dans une logique de "guichet unique"	Promesse							12/12/07 - Premier Conseil de modernisation des politiques publiques : mise en œuvre du Plan de simplification pour les 1000 procédures les plus lourdes. 05/08/08 - Loi n°2008-776 de modernisation de l'économie promulguée. 20/12/09 - Décret n° 2009-1598 relatif aux modalités déclaratives liées au titre emploi service entreprise (TESE)
75	Renforcer l'engagement national en faveur de la recherche appliquée et d'innovation industrielle	Promesse							11/12/08 - L. Chatel fait le bilan des réformes menées en 2008 pour renforcer les Centres techniques industriels (CTI). 23/07/09 - Remise du rapport général sur la stratégie nationale de recherche et d'innovation. 14/10/09 - N. Sarkozy présente les orientations stratégiques du Grand Emprunt. 02/12/09 - Publication du rapport général sur la stratégie nationale de recherche et d'innovation

	Sources	Réalisée	Altérée	En cours	Annoncée	En retard	Reportée	Abandonnée	Suivi
76	Relancer les marchés des PME cotées en adaptant le cadre législatif et réglementaire et les règles de marchés aux spécificités des PME cotées, en renforçant la présence d'investisseurs institutionnels sur ces marchés, en informant et en accompagnant les chefs d'entreprises de PME sur les possibilités offertes par les marchés des PME cotées et en informant les investisseurs								12/10/09 - C. Lagarde présente le Plan pour faciliter l'accès au marché des PME à la recherche de capitaux. 26/03/10 - Adoption de nouvelles mesures pour mobiliser les marchés au service du financement des PME et ETI
77	Créer un régime juridique "entreprise à patrimoine affecté"								05/11/08 - Remise du rapport de Roux sur la création d'un régime de patrimoine d'affectation pour les travailleurs indépendants. 03/12/09 - F. Fillon présente la création d'entreprise à patrimoine affectée
78	Réformer le réseau des Chambres de commerce								14/04/09 - Signature du document cadre qui pose les principes de la réforme. 29/07/09 - Présentation du projet de loi sur la réforme des chambres de commerce et de l'Industrie en Conseil des ministres. 15/04/10 - Aucune nouvelle initiative n'a été prise à ce jour

### > Objectif 5 - Mettre en œuvre une fiscalité favorable aux entreprises

79	Exonérer tous les investissements nouveaux des entreprises réalisés d'ici le jusqu'au 1er janvier 2010 de Taxe professionnelle	Annonce							31/12/08 - Loi n° 2008-1443 de finances rectificative pour 2008 promulguée
80	Rembourser plus rapidement l'ensemble des reports en arrière de déficit d'impôt sur les sociétés par anticipation en 2009 (1,8 milliard d'euros) et les excédents d'acomptes d'impôt sur les sociétés	Annonce							31/12/08 - Loi n° 2008-1443 de finances rectificative pour 2008 promulguée
81	Mensualiser le remboursement de la TVA (cette mesure sera pérenne mais n'engendrera un surcoût pour les finances publiques qu'en 2009)	Annonce							31/12/08 - Loi n° 2008-1443 de finances rectificative pour 2008 promulguée
82	Elargir le champ du rescrit fiscal, notamment pour ce qui concerne la valorisation des entreprises en cas de transmission, les questions de recouvrement de l'impôt ou encore la qualification des revenus, commerciaux ou non commerciaux, des professions libérales	Annonce							31/12/08 - Loi n°2008-1443 de finances rectificative pour 2008 promulguée
83	Délivrer une information personnalisée et opposable à l'administration fiscale : le rescrit relatif au crédit impôt recherche	Annonce							05/08/08 - Loi n° 2008-776 de modernisation de l'économie promulguée
84	Légaliser la procédure de rescrit valeur qui permet de valider le montant évalué d'une entreprise	Annonce							31/12/08- Loi n°2008-1443 de finances rectificative pour 2008 promulguée
85	Instituer un régime temporaire de restitution immédiate des créances de crédits d'impôt recherche calculés au titre des années 2005 à 2008 pour l'année 2009 et jusqu'au 30 juin 2010	Annonce							31/12/08 - Loi n° 2008-1443 de finances rectificative pour 2008 promulguée. 05/10/09 - N.Sarkozy présente un plan de soutien aux entreprises à Paris au Palais des Congrès. 31/12/09 - Loi n° 2009-1673 de finances pour 2010 promulguée
86	Supprimer l'imposition forfaitaire annuelle, réformer la taxe professionnelle, rapprocher progressivement le taux de l'impôt sur les sociétés de la moyenne de l'UE à 15	Promesse							28/12/08 - Loi n°2008-1425 de finances pour 2009 promulguée. Elle prévoit une suppression de l'imposition forfaitaire annuelle sur 3 ans. 05/02/09 - N. Sarkozy annonce la suppression de la taxe professionnelle en 2010. 22/12/09 - Loi de finances pour 2009 examinée par le Conseil Constitutionnel. 31/12/09 - Loi de finances pour 2010 promulguée
87	Supprimer la Taxe professionnelle	Annonce							10/04/08 - M. Alliot-Marie et C. Lagarde participe au premier atelier de travail sur la fiscalité locale . 22/12/09 - Loi de finances pour 2009 examinée par le Conseil Constitutionnel. 31/12/09 - Loi de finances pour 2010 promulguée
88	Conditionner les allègements de charges aux entreprises à leur politique salariale	Promesse							04/12/08 - Loi n°2008-1258 en faveur des revenus du travail promulguée. Les exonérations de certaines cotisations patronales de sécurité sociale sont au respect de l'obligation de négociation annuelle sur les salaires. Elle concerne donc les entreprises qui ont au moins une section syndicale d'organisation représentative
89	Encourager les entreprises à donner du travail aux seniors	Promesse							02/07/08 - Communication "Emploi des seniors" présentée en Conseil des ministres. 18/12/08 - Loi n°2008-1330 de financement de la sécurité sociale pour 2009 promulguée. 14/10/09 - L. Wauquiez signe avec le Président de l'ACFCI un partenariat pour l'accompagnement des PME en faveur de l'emploi des seniors. 03/11/09 - Bilan des mesures en faveur de l'emploi des seniors
90	Rapprocher la fiscalité des entreprises de la moyenne européenne	Promesse							

	Sources	Réalisée	Altérée	En cours	Annoncé	En retard	Reportée	Abandonnée	Suivi
91	Moduler les impôts sur les bénéficiaires des sociétés en fonction du nombre d'emplois supprimés ou conservés	Promesse							
<b>&gt; Objectif 6 - Simplifier les procédures et favoriser l'accès des PME aux marchés publics</b>									
92	Réduire les délais de paiement du secteur public aux PME et PMI et faire respecter les dispositions légales existantes qui prévoient l'application d'intérêts de retard	Promesse							29/04/08 - Décret n° 2008-408 modifiant le décret n° 2002-232 du 21 février 2002 relatif à la mise en œuvre du délai maximum de paiement dans les marchés publics
93	Aligner les seuils définissant les différentes procédures des marchés publics sur le droit communautaire et supprimer le seuil de publicité à 90 000 euros	Annonce							19/12/08 - Décret n°2008-1355 de mise en œuvre du Plan de relance économique dans les marchés publics
94	Porter le seuil pour l'obligation de formalisme des marchés publics de 4 000 euros à 20 000 euros	Annonce							19/12/08 - Décret n°2008-1356 relatif au relèvement de certains seuils du code des marchés publics
95	Assouplir la règle du code des marchés publics qui interdit de négocier les prix et supprimer les doublons, des règles du code des marchés publics tout en améliorant la transparence	Annonce							19/12/08 - Décret n°2008-1355 de mise en œuvre du Plan de relance économique dans les marchés publics
96	Fixer le seuil pour lequel il sera autorisé à passer un marché complémentaire public avec le même prestataire	Annonce							19/12/08 - Décret n°2008-1355 de mise en œuvre du Plan de relance économique dans les marchés publics
97	Prévoir obligatoirement une avance de 20% sur tout les marchés supérieurs à 20 000 euros (le coût de la mesure est estimé à 1 milliard d'euros qui anticipera les versements prévus les années suivantes)	Annonce							19/12/08 - Circulaire du 19 décembre 2008 relative au plan de relance de l'économie française – augmentation des avances sur les marchés publics de l'Etat en 2009
98	Donner aux PME un accès privilégié à la commande publique et leur réserver explicitement une part des marchés attribués	Promesse							05/08/08 - Loi n°2008-776 de modernisation de l'économie promulguée. Elle prévoit une expérimentation pendant 5 ans
<b>&gt; Objectif 7 - Stabiliser le secteur bancaire en dynamisant et régulant la place financière française</b>									
99	Mettre en place une société de financement permettant de consentir temporairement, avec la garantie de l'État, des prêts aux établissements de crédit pour refinancer leurs activités, tout en instaurant une convention avec l'État fixant les contreparties de la garantie. Ce mécanisme s'appliquera jusqu'au 31 décembre 2009 et pour une durée maximale de 5 ans	Annonce							17/10/08 - Loi n° 2008-1061 de finances rectificative pour le financement de l'économie promulguée. 17/10/09 - Installation du Conseil d'administration de la Société de refinancement de l'économie. 27/01/09 - Installation du comité de suivi du dispositif de financement de l'économie française
100	Octroyer la garantie de l'État pour les financements accordés, via une société de participation détenue par l'État, pour renforcer les fonds propres des établissements de crédit	Annonce							17/10/08 - Loi n° 2008-1061 de finances rectificative pour le financement de l'économie promulguée. 27/01/09 - Installation du comité de suivi du dispositif de financement de l'économie française
101	Créer un Haut Comité de Place pour lever les obstacles au développement de Paris comme place financière en modernisant les domaines de la cotation en bourse, le droit des titres, les rachats d'actions ou l'élaboration des normes comptables	Annonce							04/10/07 - Installation du Haut Comité de Place. 05/08/08 - Loi n° 2008-776 de modernisation de l'économie promulguée
102	Moderniser les instruments de capital risque	Annonce							05/08/08 - Loi n° 2008-776 de modernisation de l'économie promulguée
103	Fusionner la Caisse d'épargne et les Banques populaires	Annonce							19/06/09 - Loi n° 2009-715 relative à l'organe central des Caisses d'épargne et des Banques populaires promulguée
104	Mettre en œuvre la réforme du système français de supervision financière, notamment pour prévoir un rapprochement de la Commission bancaire et de l'Autorité de contrôle des assurances et des mutuelles	Annonce							19/01/09 - Remise du rapport Deletré sur l'organisation et le fonctionnement de la supervision des activités financières en France. 02/10/09 - C. Lagarde soumet à consultation publique le projet d'ordonnance portant réforme des autorités de supervision de l'assurance et de la banque. 20/01/10 - C. Lagarde présente la réforme de la supervision financière
105	Réformer les frais bancaires	Annonce							18/03/10 - C. Lagarde lance une mission sur les frais bancaires

	Sources	Réalisée	Altérée	En cours	Annoncée	En retard	Reportée	Abandonnée	Suivi
106	Développer à la fois sur le plan réglementaire et fiscal tout ce qui est nécessaire pour rendre la France attractive pour la finance islamique	Annonce							15/10/09 - L'article 16 de la proposition de loi tendant à favoriser l'accès au crédit des PME et à améliorer le fonctionnement des marchés financiers est censuré par le Conseil constitutionnel
<b>&gt; Objectif 8 - Améliorer la compétitivité du secteur industriel</b>									
107	Redéfinir les missions des ports en les recentrant sur leurs missions d'aménageur et de gestionnaire du domaine dont ils deviendront propriétaires pour qu'ils n'interviennent plus dans les activités de manutention sauf cas exceptionnel, en facilitant la coordination entre les ports d'une même façade maritime ou d'un même axe fluvial, en mettant en place sur les terminaux un commandement unique pour les activités de manutention et en réformant en profondeur leur gouvernance	Annonce							05/07/08 - Loi n°2008-660 portant réforme portuaire promulguée. 30/10/08 - Signature de l'accord cadre de mise en œuvre de la réforme portuaire
108	Soutenir l'ensemble de la filière automobile en mettant en place un code de performance et de bonnes pratiques, en accordant aux filiales bancaires des constructeurs 2 milliards de fonds de refinancement grâce à la SFEF et en créant un fonds d'investissement sectoriel qu'abonderont à la fois les constructeurs, d'autres acteurs privés et le fonds stratégique d'investissement en tant qu'actionnaire minoritaire	Annonce							11/02/09 - Signature du pacte avec le Président de la FIM, en compagnie des autres fédérations représentant les fournisseurs des constructeurs et du CCFA, Comité des Constructeurs Français d'Automobiles. 03/04/09 - Bilan d'étape du plan de relance. 17/03/10 - Le fond de modernisation des équipementiers automobiles réalise son premier investissement dans l'entreprise Adduxi
109	Relever exceptionnellement les plafonds des aides cumulées et étendre aux PME du secteur textile le remboursement du crédit d'impôt collection pour le secteur textile, habillement et cuir	Annonce							05/02/09 - Loi n° 2009-122 de finances rectificative pour 2009 (1) promulguée. 09/09/09 - Décret n°2009-1100 portant dérogation aux dispositions relatives aux délais de paiement dans le secteur du textile habillement
110	Mettre en place des Commissaires à la réindustrialisation dans les zones menacées	Annonce							25/03/09 - Nomination de Claude Trink commissaire dans l'Oise. 31/03/09 - Le gouvernement dépose un amendement attribuant des crédits aux commissaires à la réindustrialisation. 10/02/10 - M. Mercier et C. Lagarde présente un premier bilan de l'action des commissaires à la réindustrialisation
111	Mettre en place un fonds de garantie de 1 milliard d'euro au profit de la sous-traitance automobile à travers le dispositif mis en place au sein d'Oséo	Annonce							22/04/09 - Loi n° 2009-431 de finances rectificative pour 2009 promulguée
112	Mettre en œuvre une politique industrielle pour lutter contre les délocalisations en choisissant les secteurs stratégiques sur lesquels concentrer nos efforts	Promesse							28/12/08 - Loi n° 2008-1425 de finances pour 2009 promulguée. Elle prolonge de 3 ans l'effort financier envers les pôles de compétitivité. 15/10/09 - Lancement des Etats Généraux de l'Industrie. 02/11/09 - Installation du comité national des Etats généraux de l'Industrie. 10/03/10 N.Sarkozy annonce un plan d'actions visant à accroître la production industrielle d'au moins 25% d'ici à 2015
113	Investir dans les bassins industriels en difficulté pour les réindustrialiser en y développant des activités nouvelles	Promesse							10/06/08 - Création du fonds national de revitalisation du territoire. 17/07/09 - C. Estrosi et M. Mercier débloquent 8 millions d'euros supplémentaires pour ce FNRT. 21/07/09 - Bilan d'étape du Plan Ecotech 2012. 27/11/09 - 10 nouveaux territoires bénéficient du Fonds national de revitalisation des territoires
114	Renforcer le soutien de l'Etat pour la recherche et le développement dans le secteur aéronautique en apportant aux entreprises un appui dans le diagnostic stratégique et des outils pour répondre à leurs objectifs et en veillant à l'émergence de sous-traitants de premier rang mondial	Annonce							12/10/07 - F. Fillon présente le Plan d'action pour la filière aéronautique. 21/07/08 - L.Chatel et D. Bussereau présentent le Plan de soutien à l'aéronautique. 23/07/08 - D. Bussereau installe le Conseil stratégique pour la recherche aéronautique civile française 14/12/09 - N.Sarkozy annonce que 6,5 milliards d'euros sont alloués aux filières industrielles
115	Mettre en place un plan d'action de 15 millions d'euros sur 2 ans pour diffuser les pratiques d'excellence opérationnelle dans l'ensemble de la filière automobile et demander aux constructeurs d'appuyer les efforts de l'Etat à travers les engagements auxquels ils souscrivent dans le cadre du code de performance et de bonnes pratiques	Annonce							09/02/09 - Présentation du Pacte automobile. 16/02/09 - Réunion sur la mise en œuvre du pacte automobile avec les préfets de région. 22/04/09 - Loi n° 2009-431 de finances rectificative pour 2009 promulguée. 10/11/09 - C. Lagarde présente le bilan du soutien à la sous-traitance automobile
116	Doubler le fonds de modernisation des équipementiers automobiles	Annonce							09/02/09 - Présentation du Pacte automobile. 22/04/09 - Loi n° 2009-431 de finances rectificative pour 2009 promulguée. 17/03/10 - Le fond de modernisation des équipementiers automobiles réalise son premier investissement dans l'entreprise Adduxi. 02/04/10 - C. Estrosi annonce le premier investissement du fonds de modernisation des équipementiers automobiles dans l'entreprise Adduxi
117	Faire d'Airbus et d'EADS des priorités de la politique industrielle à déployer en France et en Europe: revoir la composition actuelle du capital, renégocier le pacte d'actionnaires pour que la direction d'Airbus soit mobilisée sur les intérêts industriels	Promesse							14/12/09 - N.Sarkozy annonce que 6,5 milliards d'euros sont alloués aux filières industrielles
118	Créer une instance de réflexion stratégique et d'échange pour chaque grande filière	Annonce							04/03/10 - Allocution de N.Sarkozy lors des Etats généraux de l'industrie
119	Créer un médiateur de la sous-traitance	Annonce							04/03/10 - Allocution de N.Sarkozy lors des Etats généraux de l'industrie. 08/04/10 - C.Estrosi annonce que les entreprises pourront saisir à partir de mai 2010 le médiateur de la sous-traitance
120	Mettre en œuvre la Charte automobile afin d'encourager, affiner et faciliter la mobilité concertée des acteurs du secteur et d'optimiser les investissements financiers mobilisés par les entreprises, les organismes collecteurs, ou les aides apportées par l'Etat ou les collectivités régionales ou locales	Annonce							03/07/08 - Signature de la charte nationale de coopération dans le secteur automobile. 21/01/09 - Communication en Conseil des ministres. 15/04/10 - Aucune nouvelle initiative n'a été prise à ce jour
<b>&gt; Objectif 9 - Améliorer la compétitivité du secteur tertiaire</b>									

	Sources	Réalisée	Altérée	En cours	Annoncée	En retard	Reportée	Abandonnée	Suivi
121	Promouvoir " l'oenotourisme "								21/10/09 - H. Novelli annonce le lancement d'un label "oenotourisme". 03/03/09 - Installation du Conseil supérieur de l'oenotourisme. 17/12/09 - H. Novelli donne le coup d'envoi au label "Vignobles et Découvertes"
122	Supprimer pour les commerces dits "de bouche" les droits de mutation lorsque la vente est effectuée à un commerce de même catégorie								05/08/08 - Loi n°2008-776 de modernisation de l'économie promulguée. Elle prévoit cette suppression dans les dispositifs plus globaux des articles 15 et 16
123	Moderniser l'offre touristique pour répondre aux nouvelles attentes à travers une réforme de la classification hôtelière, des outils financiers mis en place avec la CDC et Oséo destinés à rénover l'offre hôtelière et l'étude d'un partenariat public-privé pour développer des plateformes marketing BtoB								17/11/08 - H. Novelli présente le nouveau référentiel de classement hôtelier. 17/11/08 - Oséo et la Caisse des dépôts et des consignations présente les dispositifs mis en place. 24/07/09 - Loi n° 2009-888 de développement et de modernisation des services touristiques promulguée. 24/02/10 - H. Novelli lance la réforme du classement des hôtels. 26/03/10 - Installation de la commission de l'hébergement touristique marchand qui veille au développement de la qualité de l'offre touristique française
124	Simplifier la réglementation applicable aux agents de voyage								04/02/09 - Présentation du projet de loi de développement et de modernisation des services touristiques. 24/07/09 - Loi n° 2009-888 de développement et de modernisation des services touristiques promulguée
125	Créer une marque touristique unique, partagée par tous les acteurs pour harmoniser l'image de la France partout dans le monde, et une agence de développement touristique, groupement d'intérêt économique issu du rapprochement d'ODIT France et de Maison de la France								21/10/08 - A-M. Idrac lance l'identité visuelle de la marque France. 04/02/09 - Présentation du projet de loi de développement et de modernisation des services touristiques. 24/07/09 - Loi n° 2009-888 de développement et de modernisation des services touristiques promulguée
126	Procéder au changement de statut de la Poste								22/12/08 - N. Sarkozy confirme que La Poste changera de statut mais ne s'ouvrira qu'à des capitaux publics. 10/02/10 - Loi n°2010-123 relative à l'entreprise publique La Poste et aux activités postales est promulguée
127	Accorder aux maires le droit d'autoriser l'ouverture des commerces le dimanche (à l'image de ce qu'a fait l'Espagne pour les petits commerces)								11/08/09 - Loi n° 2009-974 réaffirmant le principe du repos dominical et visant à adapter les dérogations à ce principe dans les communes et zones touristiques et thermales ainsi que dans certaines grandes agglomérations pour les salariés volontaires. Elle n'est pas circonscrite aux petits commerces
128	Moderniser le secteur de la restauration à travers la baisse des prix, la création d'emploi, l'amélioration de la situation des salariés, la mise aux normes des établissements, l'amélioration de l'accueil et du confort, l'acquisition de nouveaux équipements et la modernisation des restaurants								28/03/09 - Signature du contrat d'avenir entre les organisations professionnelles et l'Etat. 15/09/09 - H. Novelli installe avec Oséo le fonds de modernisation de la restauration. 14/10/09 - Point sur la mise en oeuvre des contreparties à la baisse de la TVA à 5,5% dans le secteur de la restauration 24/02/10 - 650 000 salariés du secteur bénéficient des nouveaux avantages de la convention collective de la branche hôtellerie et restauration
129	Renforcer le secteur du transport routier en baissant la taxe à l'essieu au minimum européen, en modérant les péages autoroutiers, en redéfinissant le temps de travail et en améliorant les conditions de concurrence entre transporteurs routiers européens, notamment en révisant la directive fixant les taux d'accises minimaux de la TIPP dans chaque pays								06/01/09 - Bulletin Officiel des Douanes n° 6788. 17/02/09 - Amendements au Sénat sur le Projet de loi relatif à "l'organisation et à la régulation des transports". 06/04/09 - Table ronde sur la réforme du temps de travail dans le secteur du transport routier de marchandise. 11/12/09 - Annonce d'Etat généraux pour 2010
130	Soutenir chaque année, notamment par un accompagnement et un financement approprié, 2 à 3 fois plus de projets de créations d'entreprises que pour la période 2004-2007, en améliorant la qualité des projets, l'accompagnement post création, en visant une moindre mortalité des jeunes entreprises et un nombre d'emplois créés supérieur								18/03/08 - Signature entre l'Etat et la Caisse des Dépôts une convention "Agir pour l'emploi 2008-2012"
131	Simplifier et rendre plus lisible, notamment en décernant un titre d'ingénieur, l'organisation des filières de formation et promouvoir les métiers de la marine marchande grâce à la renationalisation et le regroupement des écoles du secteur de la marine marchande en une Ecole nationale supérieure maritime								01/04/08 - D. Bussereau présente les mesures en faveur de la marine marchande. 07/04/09 - D. Bussereau fait le point sur le point sur les mesures en faveur de la marine marchande. 23/05/09 - Arrêté du 20 mai 2009 portant nomination. M. Forin est en charge le pilotage général et transversal du dossier de réforme des écoles de la marine marchande. 08/12/09 - Loi n°2009-1503 portant création sur l'école nationale supérieure maritime promulguée
132	Créer une banque de la mode afin de mettre des outils de financement adaptés à la disposition du secteur du luxe et des jeunes créateurs, améliorer le réseau d'écoles de création existant en coordination avec le Ministère de l'Enseignement et développer un plan d'action en faveur des façonniers								08/09/09 - C. Estrosi présente des mesures pour soutenir l'industrie de la mode et du prêt-à-porter. 18/11/09 - C. Estrosi annonce un plan de soutien à la compétitivité des façonniers
133	Favoriser la coordination et l'animation du projet "Commerces de proximité" en valorisant le commerce de proximité, en renforçant des objectifs de réhabilitation de centres commerciaux								18-29/02/08 - Campagne nationale de valorisation du commerce. 25/01/10 - 2e appel à projet du plan de développement de commerce de proximité
134	Améliorer l'accueil des visiteurs étrangers en France et promouvoir l'offre touristique pour capter la nouvelle clientèle des pays émergents et attirer les clientèles lointaines								09/06/08 - Lancement de la campagne "bienvenue en France". 01/04/09 - H. Novelli et ses homologues Espagnols et Italiens présentent un plan d'actions conjoint pour promouvoir l'offre touristique auprès des clientèles lointaines. 15/04/10 - Aucune nouvelle initiative n'a été prise à ce jour
135	Augmenter le nombre de départ en vacances des Français en travaillant plus particulièrement avec les acteurs du tourisme social et associatif								29/01/09 - H. Novelli lance le programme "Senior en vacances 2009". 06/03/09 - Lancement de la concertation avec les acteurs du tourisme social. 24/07/09 - Loi n° 2009-888 de développement et de modernisation des services touristiques promulguée. 15/04/10 - Aucune nouvelle initiative n'a été prise à ce jour
136	Renforcer les aides en faveur du petit commerce, notamment en identifiant les bonnes pratiques, en renforçant les moyens du Fonds de soutien au petit commerce et à l'artisanat (Fisac) et en élargissant ces critères d'éligibilité								10/06/08 - H. Novelli présente les actions en faveur du commerce de proximité. 05/08/08 - Loi n° 2008-776 de modernisation de l'économie promulguée. 05/01/09 - H. Novelli présente le décret élargissant les critères d'éligibilité et les taux d'intervention du FISAC. 15/01/10 - Aucune nouvelle initiative n'a été prise à ce jour

	Sources	Réalisée	Altérée	En cours	Annoncée	En retard	Reportée	Abandonnée	Suivi
137	Moderniser et améliorer quantitativement et qualitativement de l'offre de service des taxis à travers la formation, en augmentant le nombre de taxis disponibles et en clarifiant le champ d'application des activités des taxis et des autres acteurs du transport particulier de personne								19/12/08 - La préfecture de Paris distribue des licences de taxi aux candidats sur liste d'attente. 22/01/09 - Décret n° 2009-72 du 20 janvier 2009 relatif à la formation et à l'examen professionnel des conducteurs de taxis. 15/01/10 - Aucune nouvelle initiative n'a été prise à ce jour
138	Constituer un Observatoire de l'emploi maritime qui puisse apporter l'expertise nécessaire pour harmoniser la demande et l'offre de main d'œuvre								01/04/08 - D. Bussereau présente les mesures en faveur de la marine marchande. 07/04/09 - D. Bussereau fait le point sur le point sur les mesures en faveur de la marine marchande. 15/04/10 - Aucune nouvelle initiative n'a été prise à ce jour
<b>TOTAL</b>		<b>75</b>	<b>5</b>	<b>24</b>	<b>11</b>	<b>14</b>	<b>0</b>	<b>3</b>	

**Notation**

<b>Mise en œuvre des réformes (coef 2)</b> - au 15 avril 2010, 60,61 % des mesures sont mises en œuvre	12,12 /20
<b>Efficacité de l'action (coef 2)</b> - au 15 avril 2010, 56,82% des mesures sont pleinement réalisées	11,36 /20
<b>Cohérence de l'action (coef 1)</b> - au 15 avril 2010, 83,33% des mesures lancées sont conformes aux annonces	16,67 /20
<b>Note globale</b>	<b>12,5 /20</b>